

# STAATSBLAD

VAN HET

## KONINKRIJK DER NEDERLANDEN.

(N°. 114.)

**BESLUIT** van den 2den Mei 1898,  
bepalende de plaatsing in het Staatsblad van  
de, den 23sten April 1897 te Brussel tusschen  
Nederland en België gesloten overeenkomst  
betreffende overneming van de Nederlandsche  
gedeelten van eenige in Nederland gelegen  
spoorwegen, benevens het daarbij behorend  
slotprotocol met bijlage.

IN NAAM VAN HARE MAJESTEIT WILHELMINA, BIJ DE GRATIE  
GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU,  
ENZ., ENZ., ENZ.

WIJ EMMA, KONINGIN-WEDUWE, REGENTES VAN HET KONINKRIJK,

Gezien de op 23 April 1897 te Brussel tusschen Nederland en  
België gesloten overeenkomst betreffende overneming van de  
Nederlandsche gedeelten van eenige in Nederland en België gelegen  
spoorwegen, benevens het daarbij behorend slotprotocol met  
bijlage, van welke stukken met de vertaling daarvan, een  
afdruk aan dit Besluit gehecht is:

Overwegende dat genoemde overeenkomst is goedgekeurd bij  
de wet van 2 April 1898 (*Staatsblad* n°. 81);

Overwegende dat die overeenkomst door Ons, namens de  
Koningin, is bekrachtigd, alsmede dat de akte, houdende die  
bekrachtiging, den 14den April 1898 te Brussel is uitgewisseld  
tegen de akte van gelijke strekking van den Koning der Belgen;

Op de voordracht van den Minister van Buitenlandsche Zaken  
van den 27sten April 1898, n°. 4031, Algemeen Secretariaat:

Hebben goedgevonden en verstaan de bekendmaking van be-

doelde overeenkomst, van het daarbij behoorend slotprotocol met de bijlage daarvan en van de vertaling dier stukken te bevelen door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

De Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, worden belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering der bepalingen in meergenoemde overeenkomst vervat.

Florence, den 2den Mei 1898.

E M M A.

*De Minister van Buitenlandsche Zaken,*

W. H. DE BEAUFORT.

Uitgegeven den elfden Mei 1898.

*De Minister van Justitie,*

C O R T V. D. L I N D E N.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas , et en Son nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume ,

et Sa Majesté le Roi des Belges , désirant s'entendre sur la reprise de quelques lignes de chemins de fer situées en Belgique et dans les Pays-Bas , ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires . savoir :

Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume des Pays-Bas :

M. le Jonkheer DE PESTEL . Docteur en droit , Chevalier de l'Ordre du Lion néerlandais , Officier de l'Ordre de Léopold de Belgique , Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas près Sa Majesté le Roi des Belges ,

et Sa Majesté le Roi des Belges :

M. DE FAVEREAU , Chevalier de l'Ordre de Léopold et de l'Ordre de la Couronne de Chêne , Grand Cordon de l'Ordre du Soleil Levant du Japon , Membre de la Chambre des Représentants , Son Ministre des Affaires Etrangères ,

et M. J. VANDENPEEREBOOM , Chevalier de l'Ordre de Léopold , Grand Cordon des Ordres de Charles III d'Espagne , du Christ de Portugal et de la Couronne de Roumanie , Grand Officier de l'Ordre de la Légion d'honneur , Membre de la Chambre des Représentants , Son Ministre des Chemins de fer , Postes et Télégraphes ,

lesquels , après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs , trouvés en bonne et due forme , sont convenus des articles suivants :

#### Article premier.

Le Gouvernement néerlandais consent à ce que le Gouvernement belge rachète la concession des lignes de chemins de fer suivantes pour autant qu'elles soient situées sur le territoire des Pays-Bas :

a. de Tilbourg à Turnhout ;

- b. d'Anvers à la frontière prussienne vers Gladbach ;
- c. de Hasselt à Maestricht et de Maestricht à Aix-la-Chapelle, non compris l'embranchement de Simpelveld à la houillère de Kerkrade ;
- d. de Hasselt à Eindhoven.

### Art. II.

Le Gouvernement belge s'engage à céder au Gouvernement néerlandais, dans un délai de quatre mois après l'échange des ratifications de la présente Convention, les parties des lignes mentionnées ci-dessus situées sur le territoire des Pays-Bas.

Cette cession comporte le chemin de fer et ses dépendances immobilières par nature ou par destination avec tous les terrains à leur usage, même ceux non portés aux plans approuvés par le Gouvernement néerlandais pour l'établissement des lignes, à moins qu'il ne s'agisse d'excédents non utilisés pour l'exploitation ; ne sont pas compris dans la cession :

1<sup>o</sup>. le matériel de traction, le matériel de transport, le mobilier, l'outillage des ateliers, magasins, stations, bureaux, remises, de la route etc., enfin tous objets mobiliers quelconques affectés à l'exploitation des lignes ; 2<sup>o</sup>. les approvisionnements, marchandises et objets en fabrication ou en magasin.

### Art. III.

Quelle que soit la date de la remise effective au Gouvernement néerlandais des parties de lignes *visées dans l'article premier*, la cession sera considérée comme conclue et effectuée à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1897, pour les lignes désignées sub *a*, *b* et *c* à cet article, et au 1<sup>er</sup> janvier 1896 pour la ligne désignée sub *d*.

### Art. IV.

Le Gouvernement néerlandais s'engage à payer au Gouvernement belge le prix de rachat des parties néerlandaises des lignes désignées sub *a*, *b* et *c* à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, dans le délai de deux ans après que ce prix aura été déterminé de commun accord, cette participation du premier de ces Gouvernements ne pouvant d'ailleurs dépasser treize millions de francs.

Le Gouvernement néerlandais paiera au Gouvernement belge, en termes semestriels, un intérêt de 3. p. c. l'an sur le capital

de rachat depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1897, jusqu'au jour du paiement de ce capital; en attendant que celui-ci soit déterminé, cet intérêt sera liquidé sur la somme ci-dessus indiquée.

Le premier paiement comprendra la période écoulée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1897 jusqu'à l'expiration du semestre qui précèdera la reprise effective des lignes par le Gouvernement néerlandais; ce paiement devra être effectué dans un délai d'un mois après cette reprise.

Le Gouvernement belge restituera au Gouvernement néerlandais les intérêts que celui-ci aura payés en trop, si le prix de rachat est inférieur à treize millions de francs.

#### Art. V.

Le prix de rachat de la section néerlandaise de la ligne de Hasselt à Eindhoven est fixé à la somme de trois millions de francs, que le Gouvernement des Pays-Bas versera au Gouvernement belge dans le délai d'un an après la reprise effective de cette section.

Le Gouvernement néerlandais paiera en outre au Gouvernement belge l'intérêt à 3 p. c. l'an de cette somme à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1896 jusqu'au jour du paiement du capital. Cet intérêt sera soldé en termes semestriels. Le premier paiement comprendra la période écoulée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1896 jusqu'à l'expiration du semestre qui précèdera la reprise effective de cette ligne par le Gouvernement néerlandais; ce paiement devra être effectué dans le délai d'un mois après cette reprise.

#### Art. VI.

Aussitôt que le Gouvernement belge aura communiqué au Gouvernement néerlandais son intention de racheter la partie du chemin de fer de Liège à Maestricht située sur le territoire belge et pourvu que cette communication ait lieu dans les trois années de la ratification de la présente Convention, les deux Gouvernements, agissant de concert, notifieront à la société du dit chemin de fer l'exercice simultané du droit de rachat des parties situées sur le territoire des deux pays, en exécution de la clause du cahier des charges du 17 juillet 1856 relative à ce rachat.

Le Gouvernement belge traitera avec la Compagnie et prendra les dispositions nécessaires pour assurer l'entrée en possession simultanée du chemin de fer par les deux Gouvernements. Il fera toutes les diligences nécessaires en vue de la détermination du prix de rachat, tant de la partie néerlandaise que de la

partie belge du chemin de fer et versera à la Compagnie, aux conditions qu'il réglera avec elle, le prix total du rachat.

Le Gouvernement néerlandais paiera au Gouvernement belge sa part contributive dans ce prix dans le délai d'une année après que cette part aura été fixée de commun accord entre les deux Gouvernements. celle-ci ne pouvant dépasser d'ailleurs trois millions de francs. Le premier de ces Gouvernements paiera au second, en termes semestriels, un intérêt de 3 p. c. l'an sur le prix de rachat de la section néerlandaise, depuis la date de la prise de possession du chemin de fer jusqu'au jour du paiement de ce prix; en attendant qui celui-ci soit déterminé, cet intérêt sera calculé sur la somme de trois millions de francs ci-dessus indiquée. Le Gouvernement belge restituera au Gouvernement des Pays-Bas les intérêts que celui-ci aura payés en trop si le prix de rachat est inférieur à trois millions de francs.

En cas de reprise du matériel roulant de la Compagnie de Liège - Maestricht il est entendu que cette reprise se fera pour le compte exclusif du Gouvernement belge.

#### Art. VII.

Sans préjudice des droits de souveraineté appartenant au Gouvernement belge sur les parcelles de son territoire enclavées dans le territoire des Pays-Bas. le contrôle supérieur sur l'exploitation des tronçons de chemins de fer, situés sur ces parcelles et faisant partie de la ligne de Turnhout à Tilbourg, mentionnée à l'article premier est, en général, dévolu au Gouvernement néerlandais à partir de la date de la cession visée à l'article II de la présente Convention.

Le Gouvernement belge approuve qu'à partir de la même date cette exploitation se fasse par l'administration qui exploitera les sections néerlandaises, à la condition que le Gouvernement des Pays-Bas lui paie une redevance annuelle de deux mille francs pour l'exploitation de ces tronçons; cette redevance sera liquidée en termes semestriels.

Le Gouvernement belge consent aussi à ce que les horaires et les tarifs se rapportant à ces tronçons soient approuvés et arrêtés par le Gouvernement néerlandais.

#### Art. VIII.

Les actes de rachat desdites concessions par le Gouvernement belge sont exempts des droits d'enregistrement et de transcription dus en vertu des lois néerlandaises.

Les paiements effectués par le Gouvernement néerlandais au Gouvernement belge, en vertu de la présente convention et les restitutions à faire éventuellement par ce dernier au Gouvernement des Pays-Bas seront exempts de tous droits tant en Belgique qu'aux Pays-Bas.

#### Art. IX.

Les deux Gouvernements règleront par des arrangements ultérieurs tout ce qui intéressera l'exploitation internationale des chemins de fer rachetés.

#### Art. X.

La présente Convention est conclue sous la réserve de l'approbation des Pouvoirs législatifs.

Elle sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé en double la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bruxelles, le 23 avril 1897.

(L. S.) R. DE PESTEL.

(L. S.) P. DE FAVEREAU.

(L. S.) J. VANDENPEEREBOOM.

#### PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de la Convention conclue à la date de ce jour entre les Pays-Bas et la Belgique, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

#### I.

Pour arriver au commun accord visé à l'article IV de la Convention, le calcul sera établi sur les bases suivantes :

a. *Recettes brutes.* Ces recettes seront calculées d'après les bases de partage indiquées dans l'Annexe au présent Protocole. appliquées aux années 1891—1895.

*b. Recettes nettes :*

1°. *Coefficient d'exploitation.* On déduira des recettes brutes la moyenne des frais d'exploitation desdites années de la Société d'exploitation de chemins de fer de l'Etat néerlandais, soit 64,462 p.c.

2°. *Intérêts intercalaires.* Après cette déduction, le reste sera majoré de la part afférente aux sections néerlandaises dans la somme de 89 570 francs, fixée à titre transactionnel entre le Gouvernement belge et le Grand Central Belge. Cette part sera calculée dans le rapport des recettes brutes desdites années sur les sections néerlandaises comparées aux recettes de même catégorie sur le réseau Grand Central Belge portées au compte d'exploitation de ce réseau.

3°. *Déduction pour le matériel roulant, l'outillage, etc.* Les recettes brutes réduites et majorées comme il est dit aux 1° et 2° seront diminuées de la part afférente aux sections néerlandaises dans la somme de 351 870 francs, fixée à titre transactionnel entre le Gouvernement belge et le Grand Central Belge. Cette part sera calculée dans le rapport indiqué sub 2°.

Le résultat de ces opérations donnera le produit net.

*c. Prix de rachat.* Le produit net sera multiplié par le nombre 23, conformément au mode de calcul prévu à l'article 49 de la loi néerlandaise du 9 avril 1875 (*Bulletin des lois* n°. 67).

## II.

Pour arriver au commun accord visé à l'article VI de la Convention, le calcul sera établi sur les bases suivantes :

*a. Recettes brutes.* Ces recettes seront calculées d'après des bases de partage analogues à celles figurant à l'Annexe, appliquées aux cinq années qui serviront de base au calcul du prix de rachat, conformément à la clause du cahier des charges.

*b. Recettes nettes :*

1°. *Coefficient d'exploitation.* On déduira des recettes brutes la moyenne des frais d'exploitation des années visées sub a de la société d'exploitation de chemins de fer de l'Etat néerlandais;

2°. On déduira en outre une part de l'intérêt du capital, immobilisé par la fourniture du matériel d'exploitation, du

mobilier et des approvisionnements, part qui sera proportionnelle aux recettes brutes de la section néerlandaise, calculées comme il est indiqué ci-dessus et comparées aux recettes de même catégorie de la ligne entière. Cet intérêt sera calculé au taux minimum de 3 p. c.;

3<sup>e</sup>. Au cas où le Gouvernement belge se verrait obligé d'accorder à la Société du chemin de fer Liège—Maestricht une majoration du prix qu'il aurait fixé, soit du chef d'un accroissement de recettes provenant de produits que ledit Gouvernement aurait cru ne pas devoir lui porter en compte, soit du chef d'une diminution des sommes qu'il aurait cru devoir porter au compte des dépenses, la part de cette majoration afférente à la section néerlandaise comprendra les sommes correspondant aux modifications qui intéresseront exclusivement cette section et une quote-part calculée d'après le principe développé au 2<sup>e</sup> ci-dessus des sommes correspondant aux modifications qui concerneront la ligne entière.

Le résultat de ces opérations donnera le produit net.

c. *Prix de rachat.* Le produit net sera multiplié comme il est dit sub I, c.

### III.

Pour établir la part revenant au Gouvernement néerlandais dans les produits de l'exploitation effectuée par le Grand Central Belge pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1897 jusqu'à la date de la reprise effective des lignes, visées à l'article I sub a, b et c de la Convention, par les deux Gouvernements, l'on suivra les règles suivantes :

*Recettes brutes.* Les recettes brutes des sections néerlandaises seront établies d'après les bases de partage ci-annexées.

*Dépenses d'exploitation.* Ces dépenses seront calculées d'après le coefficient d'exploitation de la Compagnie néerlandaise pour l'année 1896 si l'exploitation provisoire effectuée par le Grand Central Belge prend fin dans le courant de l'année 1897 et d'après le coefficient de la Compagnie néerlandaise pour l'année 1897 si cette exploitation ne se termine qu'au 31 décembre 1897 ou dans le courant de l'année 1898.

*Déduction pour le matériel roulant etc.* Les sections néerlandaises supporteront pour chaque année ou partie d'année de l'exploitation provisoire une part de l'intérêt à 3 p. c. l'an du capital de 23 355 000 francs qui représente le prix du rachat ;

par le Gouvernement belge, du matériel d'exploitation, du mobilier, de l'outillage et des apprivoisements.

Cette part sera proportionnelle aux recettes brutes de ces sections, établies comme il est dit ci-dessus et comparées aux recettes brutes de même catégorie portées au compte d'exploitation du réseau Grand Central Belge.

*Intérêts intercalaires.* Le Gouvernement néerlandais n'intervenant pas dans la charge supportée par le Gouvernement belge du chef du paiement d'un intérêt sur le montant des intérêts échus et non payés du capital de rachat, des intérêts intercalaires sur les recettes nettes de la période de l'exploitation provisoire ne seront pas portés en compte pour les sections néerlandaises.

La répartition du produit net de la ligne de Hasselt à Eindhoven à restituer par le Liégeois-Limbourgeois pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1896 jusqu'au jour de la reprise effective, se fera au pro rata de la longueur des sections de cette ligne situées sur chaque territoire.

#### IV.

La quote-part définitive des Pays-Bas dans le prix total du rachat du chemin de fer d'Anvers au Hollandsch-Diep avec embranchement de Rosendael à Bréda n'ayant pas atteint le chiffre de six millions de florins, le Gouvernement belge remboursera, en exécution du dernier alinéa de l'article 16 de la convention du 31 octobre 1879, au Gouvernement néerlandais la somme de 140 968 francs avec les intérêts à 4 p. ct., à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1880.

Ce paiement s'effectuera à la date prévue au troisième alinéa de l'article IV de la Convention, pour le premier paiement par le Gouvernement néerlandais des intérêts du capital de rachat des sections néerlandaises du réseau Grand Central Belge.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés ont dressé en double le présent Protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Gouvernements respectifs sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de la Convention à laquelle il se rapporte et y ont apposé leurs signatures.

Faite à Bruxelles, le 23 avril 1897.

(L. S.) R. DE PESTEL.

(L. S.) P. DE FAVEREAU.

(L. S.) J. VANDENPEEREBOOM.

## ANNEXE AU PROTOCOLE FINAL.

### Bases de partage à admettre pour l'établissement des parts de recettes à attribuer aux sections néerlandaises du Grand Central Belge.

#### A. Voyageurs.

Les prix des barèmes en vigueur sur les sections néerlandaises, appliquées en raison des longueurs parcourues à partir des points frontières, sont multipliés par le nombre des voyageurs.

#### B. Bagages.

Les taxes minima sont partagées par parts égales entre les parcours belges et néerlandais du Grand Central Belge. Pour les relations avec Aix-la-Chapelle, la part attribuée au parcours néerlando-allemand est partagée par moitié entre les sections néerlandaise et allemande.

Les recettes provenant des expéditions taxées au poids sont partagées d'après les principes énoncés ci-dessus pour la répartition des produits des voyageurs.

#### C. Marchandises, équipages, tapissières, chevaux et bestiaux.

Les sections néerlandaises du Grand Central Belge doivent recevoir :

1. du chef des transports effectués en service intérieur du Grand Central Belge (*Tarif général, tome III*) et régis par des tarifs de couture formés par l'addition de barèmes divers, les taxes spécialement fixées pour les sections néerlandaises;

2. du chef des transports régis par des tarifs à barême unique applicables entre les points extrêmes ou par des taxes de concurrence (*sous les exceptions stipulées au 3 et au 4 de la présente littéra*):

a. la moitié des frais fixes alloués au Grand Central Belge;

b. une part de frais variables au pro rata des distances;

3. du chef des transports effectués en service belge-néerlandais :

I. de et vers une station belge du Grand Central Belge:

frais fixes : néant ;

frais variables : une part au pro rata des distances ;

II. de et vers une station néerlandaise du Grand Central Belge :

le fixe frais entier revenant au Grand Central Belge et une part variable au pro rata des distances ;

III. en transit par les sections belge et néerlandaise du Grand Central Belge :

la moitié du frais fixe revenant au Grand Central Belge et une part variable au pro rata des distances ;

4. *du chef des transports effectués en service franco-belge-néerlandais :*

I. de et vers une station néerlandaise du Grand Central Belge : le droit fixe entier et une part variable au pro rata des distances ;

II. en transit par les sections belge et néerlandaise du Grand Central Belge :

la moitié du droit fixe revenant au Grand Central Belge et une part variable au pro rata des distances ;

5. *du chef des transports empruntant seulement une section néerlandaise du Grand Central Belge :*

toute la recette revenant à cette administration.

D. *Transports de toute nature empruntant simultanément les sections néerlandaise et allemande de la ligne de Lanaken frontière à Aix-la-Chapelle.*

Le sous-partage entre les deux sections doit se faire en allouant à chacune d'elles une part correspondant à la longueur du trajet parcouru. la part totale revenant à la section néerlando-allemande étant considérée comme ne comprenant aucun droit fixe.

E. *Taxes uniformes.*

Le partage des taxes uniformes doit suivre le régime indiqué pour les frais fixes sous les littéras C et D.

F. *Produits extraordinaire.*

Ces produits sont attribués intégralement à la section (belge, néerlandaise ou prussienne) dont dépend le bureau de perception.

Fait en double à Bruxelles, le 23 avril 1897.

R. DE PESTEL.

P. DE FAVEREAU.

J. VANDENPEEREBOOM.

VERTALING.

OVEREENKOMST.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en in Hoogst-Derzelver naam Hare Majesteit de Koningin-Weduwe, Regentes van het Koninkrijk, en

Zijne Majesteit de Koning der Belgen,

wenschende zich met elkander te verstaan omtrent de overneming van eenige gedeelten van in België en in Nederland gelegen spoorwegen, hebben te dien einde tot Hoogst-Derzelver gevormachtigden benoemd, te weten:

Hare Majesteit de Koningin-Weduwe, Regentes van het Koninkrijk der Nederlanden:

den heer jonkheer von PESTEL, doctor in de rechten, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw. officier der Leopoldsorde van België, buitengewoon gezant en gevormachtigd minister van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen,

en Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

den heer DE FAVEREAU, ridder der Leopoldsorde en van de orde van de Eikenkroon, grootkruis der orde van de Rijzende

Zon van Japan, lid van de Kamer van Vertegenwoordigers, HoogstDeszelfs Minister van Buitenlandsche Zaken, en

den heer J. VANDENPEEREBOOM ridder der Leopoldsorde, grootkruis der orden van Karel III van Spanje, van Christus van Portugal en van de Kroon van Rumenië, groot-officier van de orde van het Legioen van Eer, lid van de Kamer van Vertegenwoordigers, HoogstDeszelfs Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegraphen,

dewelke, na wederzijdsche mededeeling van hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten, nopens de volgende artikelen zijn overeengekomen:

#### Artikel I.

De Nederlandsche Regeering staat toe, dat de Belgische Regeering de concessiën terugkoopt van de volgende spoorweglijnen, voor zooveel zij op Nederlandsch grondgebied zijn gelegen:

- a. van Tilburg naar Turnhout;
- b. van Antwerpen naar de Pruisische grens in de richting van Gladbach;
- c. van Hasselt naar Maastricht en van Maastricht naar Aken, met uitzondering van den zijtak van Simpelveld naar de steenkolenmijn Kerkrade;
- d. van Hasselt naar Eindhoven.

#### Artikel II.

De Belgische Regeering verbindt zich aan de Nederlandsche Regeering binuen vier maanden na de uitwisseling van de akten van bekraftiging van deze overeenkomst over te dragen de op Nederlandsch grondgebied gelegen gedeelten der hierboven vermelde spoorweglijnen.

In deze overdracht zijn begrepen de spoorweg en zijne aanhoorigheden, welke uit harer aard of door bestemming onroerend zijn, met al de ten dienste van den spoorweg en zijne aanhoorigheden bestemde gronden, zelfs de zoodanige welke niet zijn opgenomen in de voor den aarleg der lijnen door de Nederlandsche Regeering goedgekeurde plannen, tenzij het niet voor de exploitatie van den spoorweg benutte overhoeeken betreft; in de overdracht zijn niet begrepen:

- 1. het materieel van tractie, het materieel van vervoer, de meubelen, de uitrusting van de werkplaatsen, van de maga-

zijnen, van de stations, van de kantoren, van de loodsen, van den weg, enz., kortom alle roerende goederen, welke ook, die voor de exploitatie der lijnen bestemd zijn;

2. de voorraden, waren en voorwerpen in bewerking of in magazijn.

### Artikel III.

De overdracht aan de Nederlandsche Regeering van de spoorweggedeelten *in artikel I bedoeld*, zal, op welken datum zij ook in werkelijkheid moge geschieden, beschouwd worden te hebben plaats gehad en te zijn volvoerd op den datum van 1 Januari 1897, voor zooveel betreft de lijnen onder *a*, *b* en *c* van dat artikel aangeduid en op 1 Januari 1896 voor zooveel betreft de lijn onder *d* aangeduid.

### Artikel IV.

De Nederlandsche Regeering verbindt zich den koopprijs van de Nederlandsche gedeelten der lijnen hiervoren aangeduid onder *a*, *b* en *c* van artikel I aan de Belgische Regeering te betalen binnen twee jaar nadat die prijs in onderlinge overeenstemming zal zijn vastgesteld, kunnende het aandeel van eerstgenoemde Regeering evenwel de som van dertien miljoen franken niet te boven gaan.

De Nederlandsche Regeering zal aan de Belgische Regeering in halfjaarlijksche termijnen eene rente betalen van 3 pet. 's jaars over de koopsom van 1 Januari 1897 tot den dag der betaling van het kapitaal; in afwachting dat dit zal zijn vastgesteld, zal die rente berekend worden over de hierboven genoemde som.

De eerste betaling zal het tijdperk omvatten van 1 Januari 1897 tot het einde van het half jaar, voorafgaande aan de werkelijke overneming van de lijnen door de Nederlandsche Regeering: deze betaling zal binnen eene maand na die overneming moeten geschied zijn.

De Belgische Regeering zal aan de Nederlandsche Regeering terugbetalen de renten die deze te veel zal hebben betaald, indien de koopprijs minder dan dertien miljoen franken bedraagt.

### Artikel V.

De koopprijs van het Nederlandsche gedeelte der lijn van Hasselt naar Eindhoven wordt bepaald op de som van drie miljoen franken, welke de Nederlandsche Regeering aan de Belgische Regeering zal voldoen binnen een jaar na de werkelijke overneming van dit spoorweggedeelte.

Bovendien zal de Nederlandsche Regeering aan de Belgische Regeering eene rente betalen van 3 pct. 'sjaars van die som van 1 Januari 1896 tot den datum der betaling van het kapitaal. Die rente zal in halfjaarlijksche termijnen worden voldaan. De eerste betaling zal het tijdperk omvatten van 1 Januari 1896 tot het einde van het half jaar, voorafgaande aan de werkelijke overneming van deze lijn door de Nederlandsche Regeering deze betaling zal binnen een maand na die overneming moeten geschied zijn.

#### Artikel VI.

Zoodra de Belgische Regeering aan de Nederlandsche Regeering haar voornemen zal hebben medegedeeld om het op Belgisch grondgebied gelegen gedeelte van den spoorweg van Luik naar Maastricht te naasten, zullen, mits die mededeeling geschiede binuen drie jaar na bekraftiging van deze overeenkomst, beide Regeeringen handelende in onderling overleg aan de Maatschappij van genoemden spoorweg kennis geven van hunne bedoeling om gelijktijdig hun recht tot naasting van de spoorweggedeelten op het gebied van beide landen uit te oefenen, ter uitvoering van het artikel der concessie van 17 Juli 1856 op die naasting betrekking hebbende.

De Belgische Regeering zal met de Maatschappij handelen en de noodige maatregelen nemen om de gelijktijdige inbezitneming van den spoorweg door de beide Regeeringen te verzekeren. Zij zal zooveel mogelijk spoed maken met de bepaling van den koopprijs, zoo van het Nederlandsche als van het Belgische gedeelte van den spoorweg, en zal aan de Maatschappij, onder de door haar met deze te regelen voorwaarden, den geheelen naastingsprijs voldoen.

De Nederlandsche Regeering zal aan de Belgische Regeering haar aandeel in den koopprijs betalen binnen een jaar nadat dit aandeel in onderlinge overeenstemming tusschen de beide Regeeringen zal zijn vastgesteld, kunnen dit aandeel evenwel de som van drie miljoen franken niet te boven gaan. Eerstgenoemde Regeering zal aan de in de tweede plaats genoemde, in halfjaarlijksche termijnen, eene rente van 3 pct. 'sjaars van den koopprijs van het Nederlandsche gedeelte betalen, van den datum van inbezitneming van den spoorweg tot den dag der betaling van den koopprijs: in afwachting dat deze zal zijn vastgesteld, zal die rente berekend worden over de hiervoren genoemde som van drie miljoen franken. De Belgische Regeering zal aan de Nederlandsche Regeering terugbetalen de rente welke deze te veel betaald zal hebben, indien de koopprijs minder bedraagt dan drie miljoen franken.

Indien van de Luik-Maastrichtsche Spoorwegmaatschappij het rollend materieel mocht worden overgenomen, zoo is het wel verstaan dat die overneming uitsluitend voor rekening van de Belgische Regeering zal geschieden.

#### Artikel VII.

Onverminderd de rechten van souvereiniteit, de Belgische Regeering toekomende op de door het grondgebied van Nederland ingesloten perceelen van haar grondgebied, wordt het Staatstoezicht op de exploitatie van de baanvakken, welke op die perceelen gelegen zijn en deel uitmaken van de lijn van Turnhout naar Tilburg vermeld in artikel 1, in het algemeen aan de Nederlandsche Regeering opgedragen van den datum af der overdracht bedoeld in artikel II der overeenkomst.

De Belgische Regeering stemt er in toe dat van denzelfden datum af die exploitatie geschiede door de administratie, welke de Nederlandsche spoorweggedeelten zal exploiteeren, op voorwaarde dat de Nederlandsche Regeering haar eene jaarlijksche uitkeering van twee duizend franken voor de exploitatie van deze baanvakken betale: deze uitkeering zal in halfjaarlijksche termijnen voldaan worden.

De Belgische Regeering stemt er mede in toe dat de op die baanvakken betrekking hobbende dienstregelingen en tarieven worden goedgekeurd en vastgesteld door de Nederlandsche Regeering.

#### Artikel VIII.

De akten van aankoop door de Belgische Regeering van gezegde concessiën zijn vrijgesteld van de heffing van de krachtens de Nederlandsche wetten verschuldigde registratie- en overschrijvingsrechten.

Voor de betalingen door de Nederlandsche Regeering aan de Belgische Regeering volgens deze overeenkomst te doen, evenals voor de terugbetalingen eventueel door laatstgenoemde aan de Nederlandsche Regeering te doen, wordt vrijstelling verlend van alle heffingen zoo in België als in Nederland.

#### Artikel IX.

De beide Regeeringen zullen bij nadere overeenkomsten alles regelen wat op de internationale exploitatie der genaaste spoorwegen betrekking heeft.

#### Artikel X.

Deze overeenkomst is gesloten onder voorbehoud van goedkeuring van de Wetgevende Macht in beide Rijken.

Zij zal worden bekraftigd en de akten van bekraftiging zullen te Brussel worden uitgewisseld zoo spoedig als mogelijk zal zijn.

Ter oirconde waarvan de wederzijdsche gevormachtigden deze overeenkomst in dubbel hebben geteekend en gezegeld.

Gedaan te Brussel, den drie en twintigsten April 1897.

L.S. R. von PESTEL.

L.S. P. DE FAVEREAU.

L.S. J. VANDENPEEREBOOM.

### SLOTPROTOCOL.

Bij de onderteekening van de onder dagtekening van heden tusschen de Nederlanden en België gesloten overeenkomst, zijn de ondergetekende gevormachtigden omtrent het volgende overeengekomen:

#### I.

Ter verkrijging van de onderlinge overeenstemming, bedoeld in art. IV der overeenkomst, zal de berekening naar de volgende grondslagen geschieden:

a. *Bruto ontvangsten.* Deze ontvangsten zullen worden berekend volgens de in het aanhangsel tot dit slotprotocol aangegeven grondslagen van verdeeling, toegepast op de jaren 1891—1895.

b. *Netto ontvangsten.*

1<sup>e</sup>. *Exploitatie-coëfficient.* Van de bruto ontvangsten zal het gemiddelde van de exploitatiekosten der Maatschappij tot Exploitatie van Staatsspoorwegen over genoemde jaren, zijnde 64,462 ten honderd worden afgetrokken.

2<sup>e</sup>. *Renten van kasgeld.* Na deze aftrekking, zal bij het overschat worden opgeteld het voor rekening van de Nederlandsche spoorweggedeelten komende aandeel in de bij minnelijke schikking tusschen de Belgische Regeering en den Grand Central Belge vastgestelde som van franken 89.570.

Dit aandeel zal berekend worden in verhouding van de bruto ontvangsten der genoemde jaren op de Nederlandsche spoorweggedeelten tot dezelfde soort van ontvangsten op het net van den Grand Central Belge, die op de exploitatie-rekening van dat net zijn gebracht.

b. *Aftrekking voor het rollend materieel, uitrusting enz.* Van de volgens het sub 1<sup>e</sup>. en 2<sup>e</sup>. bepaalde, verlaagde en verhoogde bruto ontvangsten, zal afgetrokken worden het voor rekening van de Nederlandsche spoorweggedeelten komende aandeel in de bij minnelijke schikking tusschen de Belgische Regeering en den Grand Central Belge vastgestelde som van franken 351 870. Dit aandeel zal in de sub 2<sup>e</sup>. aangegeven verhouding worden berekend.

De uitkomst van deze bewerkingen zal de zuivere opbrengst aanwijzen.

c. *Naastingsprijs.* De zuivere opbrengst zal met 23 vermenigvuldigd worden, overeenkomstig de wijze van berekening aangegeven in art. 49 der Nederlandsche wet van 9 April 1875 (*Staatsblad* n°. 67).

## II.

Ter verkrijging van de onderlinge overeenstemming bedoeld in art. VI der overeenkomst, zal de berekening naar de volgende grondslagen geschieden:

a. *Bruto ontvangsten.* Deze ontvangsten zullen berekend worden naar soortgelijke grondslagen van verdeeling als die welke in het Aanhangsel voorkomen, toegepast op de vijf jaren welke, overeenkomstig de bepaling der concessie, tot grondslag zullen strekken voor de berekening van den naastingsprijs.

b. *Netto ontvangsten.*

1. *Exploitatie-coëfficient.* Van de bruto ontvangsten zal het gemiddelde der exploitatiekosten van de Maatschappij tot Exploitatie van Staatsspoorwegen over de sub a bedoelde jaren worden afgetrokken.

2. Bovendien zal worden afgetrokken een deel der rente van liet door de aanschaffing van het materieel voor de exploitatie, van de meubelen en van de magazijnsvoorraden vastgelegde kapitaal, welk deel zich tot het geheel zal verhouden gelijk de op boven aangegeven wijze berekende bruto opbrengsten van het Nederlandsch gedeelte tot de gelijksoortige opbrengsten van de geheele lijn. Deze rente zal ten minste tegen 3 ten honderd berekend worden.

3<sup>e</sup>. Ingeval de Belgische Regeering zich genoodzaakt mocht zien om aan de Luik-Maastrichtsche Spoorwegmaatschappij eene verhoging van den door haar bepaalden prijs toe te staan, hetzij wegens eene vermeerdering van ontvangsten, voortspruitende uit inkomsten, welke gezegde Regeering gemeend had haar niet in rekening te moeten brengen, hetzij wegens eene vermindering van de sommen, welke zij gemeend had op de rekening der onkosten te moeten stellen, zal het voor rekening van het Nederlandsch gedeelte komende aandeel in deze verhoging zijn samengesteld uit de sommen welke het gevolg zijn van wijzigingen, uitsluitend op dit spoorweggedeelte betrekking hebbende, en uit een evenredig deel berekend naar het hierboven sub 2<sup>e</sup>. ontwikkelde beginsel van de sommen, welke het gevolg zijn van wijzigingen, de geheele lijn betreffende.

De uitkomst van deze bewerkingen zal de zuivere opbrengst aanwijzen.

c. *Naastingsprijs.* De zuivere opbrengst zal vermenigvuldigd worden zoals sub I, c gezegd is.

### III.

Ter vaststelling van het aan de Nederlandsche Regeering toekomende aandeel in de opbrengsten der door den Grand Central Belge uitgeoefende exploitatie over het tijdvak van 1 Januari 1897 tot den datum der werkelijke overneming van de in artikel 1, sub a, b en c bedoelde lijnen door de beide Regeeringen, zullen de volgende regelen worden gevuld:

*Bruto ontvangsten.* De bruto ontvangsten van de Nederlandsche spoorweggedeelten zullen vastgesteld worden volgens de bieraan gehechte grondslagen van verdeeling.

*Exploitiekosten.* Deze kosten zullen berekend worden naar den exploitatie-coëfficient van de Nederlandsche maatschappij over het jaar 1896, indien de door den Grand Central Belge uitgeoefende voorloopige exploitatie in den loop van het jaar 1897 een einde neemt en naar den coëfficient van de Nederlandsche maatschappij over het jaar 1897, indien deze exploitatie eerst op 31 December 1897 of in den loop van het jaar 1898 eindigt.

*Aftrekking voor het rollend materieel enz.* Ten laste van de Nederlandsche spoorweggedeelten komt voor elk jaar of gedeelte van een jaar der voorloopige exploitatie een aandeel in den

interest van 3 ten honderd 's jaars van het kapitaal van franken 23 355 000, hetwelk den prijs vertegenwoordigt, waarvoor door de Belgische Regeering het exploitatiematerieel, de meubelen, de uitrusting en de magazijnsvoorraaden zijn aangekocht.

Dit aandeel wordt bepaald door de verhouding van de op hierboven aangegeven wijze vastgestelde bruto ontvangsten dezer spoorweggedeelten tot de soortgelijke, op de exploitatierkening gebrachte bruto ontvangsten van het geheele net van den Grand Central Belge.

*Rente van kasgeld.* Naardien de Nederlandsche Regeering niet betrokken is bij den op de Belgische Regeering rustenden last van rentebetaling over het bedrag der verschenen en niet betaalde renten van het naastingskapitaal, zullen de renten van de in kas aanwezige netto ontvangsten over het tijdperk der voorloopige exploitatie voor de Nederlandsche spoorweggedeelten niet in rekening gebracht worden.

De verdeeling van de door de Luik-Limburgsche Spoorwegmaatschappij uit te keeren netto opbrengst der lijn van Hasselt naar Eindhoven over het tijdvak van 1 Januari 1896 tot den dag der werkelijke overneming, zal geschieden in verhouding van de lengte der op elk grondgebied gelegen gedeelten van deze lijn.

#### IV.

Dewijl het definitieve aandeel van Nederland in den algeheelen koopprijs van den spoorweg van Antwerpen naar het Hollandsch Diep met zijtak van Rosendaal naar Breda het cijfer van zes miljoen gulden niet heeft bereikt, zal de Belgische Regeering, ter uitvoering van het laatste lid van artikel 16 der overeenkomst van 31 October 1879 aan de Nederlandsche Regeering eene som van franken 140 968 terugbetalen met de renten tegen 4 ten honderd van 1 Juli 1880 af. Deze betaling zal geschieden op den in het derde lid van artikel IV dezer overeenkomst aangewezen dag voor de eerste betaling door de Nederlandsche Regeering van de renten van het naastingskapitaal der Nederlandsche spoorweggedeelten van het net van den Grand Central Belge.

Ter oorkonde waarvan de ondergetekende gevormachtigden dit protocol in dubbel hebben opgemaakt, hetwelk zonder afzonderlijke bekrachtiging zal worden aangemerkt als door de betrokken Regeeringen te zijn goedgekeurd en bekrachtigd, alleen door het feit der uitwisseling van de akten van bekrach-

tiging der overeenkomst waarop het betrekking heeft, en het hebben ondertekend.

Gedaan te Brussel, den 23sten April 1897.

*L.S. R. von PESTEL.*

*L.S. P. de FAVEREAU.*

*L.S. J. VANDENPEEREBOOM.*

#### AANHANGSEL TOT HET SLOTPROTOCOL.

##### Grondslagen der verdeeling, aangenomen ter vaststelling van het aandeel in de opbrengsten, toe te kennen aan de Nederlandsche spoorweggedeelten van den Grand Central Belge.

###### A. *Reizigers.*

De prijzen der op de Nederlandsche spoorweggedeelten geldende barèmes, toegepast overeenkomstig de, van de grenspunten af, doorlopen afstanden, worden vermenigvuldigd met het aantal reizigers.

###### B. *Bagage.*

De minima vrachtprijzen worden in gelijke deelen verdeeld tusschen de op Belgisch en op Nederlandsch gebied doorlopen spoorweggedeelten van den Grand Central Belge.

Voor het verkeer met Aken, wordt het aandeel, toekomende aan het Nederlandsch-Duitsch traject, in gelijke deelen tusschen het Nederlandsche en het Duitsche spoorweggedeelte verdeeld.

De opbrengsten der naar haar gewicht bevrachte zendingen worden verdeeld volgens de hierboven, voor de verdeeling der opbrengsten van het reizigersvervoer, aangegeven grondslagen.

###### C. *Goederen, rijtuigen, verhuiswagens, paarden en veer.*

Aan de Nederlandsche spoorweggedeelten van den Grand Central Belge zullen worden toegekend:

1<sup>e</sup>. *wegens de zendingen vervoerd in binnenverkeer van den Grand Central Belge (Algemeen tarief deel III) op grond van tarieren gevormd door samenstelling van verschillende barèmes, de in het bijzonder voor de Nederlandsche spoorweggedeelten, afzonderlijk vastgestelde vrachtprijzen;*

2<sup>e</sup>. wegens de zendingen, vervoerd op grond van tarieven met doorloopend barême over den geheelen afstand of tegen concurrentievachtprijzen (*behoudens de uitzonderingen vermeld onder 3 en 4 dezer littera*):

a. de helft van het aan den Grand Central Belge toekomend vast recht;

b. een gedeelte van den vervoerprijs, berekend naar verhouding van de afstanden;

3<sup>e</sup>. wegens de zendingen, vervoerd in Belgisch-Nederlandsch verkeer:

I. van en naar een Belgisch station van den Grand Central Belge; vast recht: nihil;

vervoerprijs: een gedeelte berekend naar verhouding van de afstanden;

II. van en naar een Nederlandsch station van den Grand Central Belge:

het geheele vast recht, dat aan den Grand Central Belge toekomt, en een gedeelte van den vervoerprijs berekend naar verhouding van de afstanden;

III. in transit over de Belgische en Nederlandsche spoorweggedeelten van den Grand Central Belge:

de helft van het aan den Grand Central Belge toekomend vast recht en een gedeelte van den vervoerprijs, berekend naar verhouding van de afstanden;

4<sup>e</sup>. wegens de zendingen, vervoerd in Fransch-Belgisch-Nederlandsch verkeer:

I. van en naar een Nederlandsch station van den Grand Central Belge:

het geheele vast recht en een gedeelte van den vervoerprijs, berekend naar verhouding van de afstanden;

II. in transit over de Belgische en Nederlandsche spoorweggedeelten van den Grand Central Belge:

de helft van het aan den Grand Central Belge toekomend vast recht en een gedeelte van den vervoerprijs berekend naar verhouding van de afstanden;

5°. wegens de zendingen, uitsluitend over een Nederlandsch spoorweggedeelte van den Grand Central Belge vervoerd:

de geheele aan de administratie toekomende opbrengst.

D. Zendingen van allerlei aard, waarvan het vervoer heeft plaats gehad over de op Nederlandsch en op Duitsch gebied gelogen gedeelten van den spoorweg van Lanaken grens naar Aken.

De onderverdeeling tusschen de twee spoorweggedeelten zal plaats vinden door aan elk daarvan een deel toe te kennen overeenkomende met den op elk spoorweggedeelte doorlopen afstand, terwijl het geheele aandeel, vallende op het Nederlandsch—Duitsche gedeelte, wordt aangemerkt als geen vast recht te bevatten.

E. Uniforme vrachtprijzen.

De verdeeling der uniforme vrachtprijzen zal plaats hebben op de wijze als aangegeven onder de letters C en D voor die der vaste rechten.

F. Buitengewone heffingen.

De opbrengst dezer heffingen wordt in haar geheel toegekend aan het (Belgische, Nederlandsche of Pruisische) spoorweggedeelte tot hetwelk het bureau, dat de heffing gedaan heeft, behoort.

Gedaan in tweevoud te Brussel, den 23sten April 1897.

R. VON PESTEL.

P. DE FAVEREAU.

J. VANDENPEEREBOOM.